

L'HEURE DU RENOUVEAU A-T-ELLE SONNÉ ?

L'émergence d'un nouveau paysage politique en Allemagne

Richard Meng
Juin 2021

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

Forts de leur popularité dans l'opinion, des dirigeants sortants remportent la victoire face à des candidats faibles et inconnus : telle est la conclusion sommaire que l'on a pu tirer des résultats des élections régionales du printemps dernier dans les Länder du Bade-Wurtemberg et de la Rhénanie-Palatinat. Mais l'Allemagne a compris dans les semaines qui ont suivi qu'elle était à l'aube d'un changement politique majeur. Depuis les deux défaites cuisantes qu'elle a subies au mois de mars dernier, l'avenir de la CDU (l'Union chrétienne-démocrate) est incertain. L'inimaginable est devenu envisageable : la CDU pourrait bien ne pas faire partie du prochain gouvernement fédéral.

Nul ne sait quelles sont les chances de voir ce scénario se confirmer. Cependant, les débats qui ont lieu au sein du parti montrent à quel point la CDU et son parti frère bavarois, la CSU (Union chrétienne-sociale), prennent ce risque au sérieux. Il est soudainement question de mauvais choix de casting, de la nécessité de renouveler le programme et d'une identité politique trop floue. Les gesticulations des démocrates-chrétiens correspondent en fait à la réaction typique que l'on observe chez les autres partis politiques à la suite d'une défaite électorale. Dès lors, le parti retrouve des réflexes qui rappellent la stratégie généralement adoptée dans l'opposition, à savoir clarifier le programme politique et présenter une équipe de premier plan pour les élections fédérales de l'automne prochain.

Pourtant, la CDU/CSU est dans les faits essentiellement pré-occupée par le temps présent et la gestion immédiate d'une crise sanitaire et de ses conflits sous-jacents dont l'évolution dépend de la situation à l'échelle mondiale, que ce soit pour maîtriser le nombre de nouvelles contaminations ou se projeter dans la sortie de crise. Dans les journaux télévisés, les annonces de l'Institut Robert-Koch volent la vedette aux partis. La CDU est par ailleurs enfermée dans le style politique tout sauf offensif d'Angela Merkel depuis 16 ans. Et le temps file. La campagne électorale – un vieux souvenir de l'avant-coronavirus – a déjà commencé.

La période préélectorale d'avant mars, pendant laquelle des députés de la CDU/CSU cupides ont été cloués au pilori en raison de leur implication dans différentes affaires financières, a été un véritable catalyseur du nouveau malaise du parti. Depuis, le ton du débat public donne l'impression qu'un voile a été levé. Le temps où la gestion de la pandémie permettait de taire les enjeux des élections fédérales de septembre est bel et bien terminé. Il y a enfin dans l'atmosphère l'idée que nous allons d'une manière ou d'une autre faire nos adieux à l'ère Merkel car la chancelière ne se représente pas. C'est seulement maintenant que cette réalité émerge à la surface pour toucher un aspect émotionnel de la politique. Alors que l'heure du renouveau est brusquement arrivée et que nul ne sait ce que nous réserve l'avenir, nous savons ce changement inéluctable, à l'image d'un château de cartes sur le point de s'effondrer.

L'opinion publique porte un nouveau regard sur la politique fédérale. Nul ne peut ignorer la débâcle de la CDU/CSU. Ses dirigeants politiques, y compris une Angela Merkel dépassée, sont rendus coupables de la mauvaise gestion de la crise sanitaire. Les élections de mars dernier ont accentué deux tendances : la confiance dans les ministres-présidents à la tête de la Rhénanie-Palatinat (SPD) et du Bade-Wurtemberg (Verts), et la remise en cause de l'attractivité de la CDU/CSU et de sa capacité à gérer le pays.

Dans ce contexte, certains partis politiques ont commencé à adopter une nouvelle stratégie. Pendant longtemps, tous se sont montrés unis face à la pandémie et affichaient des résultats désespérément constants dans les sondages. Mais lorsqu'il a été question de séduire les insatisfaits de la gestion de la pandémie, le FDP (Parti libéral-démocrate) a pris de l'avance tandis que l'AfD (Alternative für Deutschland, un parti d'extrême droite) a perdu en popularité, ce qui était une première. Le risque de voir les populistes remonter dans les sondages du fait de la pandémie a été écarté, tout du moins dans l'ouest du pays. C'est plutôt une bonne nouvelle pour la démocratie. Cette situation a aussi permis au FDP, qui se montrait par ailleurs ouvert à la possibilité future de diriger le

pays avec de nouveaux partenaires de coalition, de changer son image.

C'est une stratégie savamment réfléchie et révélatrice de l'émergence de nouveaux paradigmes. S'il avait continué à s'afficher comme force d'appui de la CDU/CSU en perte de vitesse, le FDP n'aurait eu quasiment aucune chance d'intégrer le futur gouvernement de coalition. Il est, contrairement aux Verts, un trop petit parti pour prétendre constituer une majorité, alors que la CDU/CSU est trop fragilisée. Le parti de gauche *Die Linke* est bien trop insignifiant à l'ouest du pays, contrairement à l'est. Par conséquent, deux partis se disputent désormais le rôle de parti majoritaire, pour remplacer la CDU/CSU.

Qui l'emportera : les Verts ou le SPD (Parti social-démocrate) ? Ce sera peut-être la question qui suscitera le plus d'excitation d'ici le jour des élections. Dans les sondages, les deux partis ont plus ou moins dix points d'écart. Les électeurs hésitants sont ceux qui déclarent adhérer aux idées des Verts mais qui, en réalité, votent pour la personne qu'ils estiment la plus compétente entre les Verts et le SPD, autrement dit pour le parti dont les candidats semblent les plus compétents et sympathiques et, surtout, pour le parti en qui ils ont confiance pour mettre en œuvre une politique progressiste. Dans ce contexte, le fait d'être assimilés à la CDU/CSU est un véritable fardeau pour les Verts et le SPD dans la course à la chancellerie.

L'hésitation entre ces deux partis est également révélatrice de leurs oppositions qu'ils choisissent par calcul de ne pas mettre en avant. Même si les deux partis font campagne côte à côte et réservent avant tout leurs attaques à la CDU/CSU et au FDP, ils savent pertinemment qu'ils sont des concurrents directs. Ainsi, ils font face à un véritable dilemme pour choisir leurs sujets de campagne, à l'image de la question de la protection de l'environnement. Sur ce sujet, les Verts ne veulent pas donner l'impression de se focaliser uniquement sur le noyau dur de leur électorat, tandis que le SPD ne veut pas se détourner du sien. A ce titre, les élections municipales de mars dernier dans le Land de Hesse ont par exemple mis au jour la position dominante des Verts chez les habitants des grandes villes. De manière générale, nul ne peut prédire qui des Verts ou du SPD sera davantage plébiscité en septembre prochain.

La pandémie complique encore la donne. On s'est longtemps demandé si les Allemands allaient un jour avoir une lecture partisane de la gestion quotidienne de la crise. Force est aujourd'hui de constater que, dans leurs accords sur la gestion de la pandémie, au contenu par ailleurs édulcoré, le gouvernement fédéral et les Länder ont dû s'en tenir aux directives de l'Union européenne. Ces grandes orientations, surtout en matière de vaccination, proposaient des actions concrètes et étaient fondées sur les recommandations de spécialistes, ce qui était un moyen pour le monde politique de ne pas commettre d'impairs en cette période d'incertitudes. Mais le mécontentement de la population a grandi à mesure que l'incompétence de l'État a été mise au jour et que le fossé entre les règles édictées et la pratique s'est creusé.

Les candidats élus en mars en Rhénanie-Palatinat et au Bade-Wurtemberg ont bien pris soin de prendre leur distance avec le gouvernement de Berlin. Ce fut une stratégie payante pour SPD et les Verts, qui furent les vainqueurs de ces deux élections respectives. En vue des élections régionales à venir en juin en Saxe-Anhalt et en septembre en Thuringe et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, c'est de bon augure pour les partis au pouvoir dans ces Länder. En revanche, une autre question se pose dans le Land de Berlin : la continuité qui caractérise généralement les élections régionales sera-t-elle mise à mal par le remplacement de Michael Müller par l'ancienne ministre Franziska Giffey à la tête du SPD, principal parti de la coalition ?

À l'approche des élections en Saxe-Anhalt, la CDU fait face à une problématique de fond. Alors que le nouveau président du parti, Armin Laschet, a déclaré la guerre au parti d'extrême droite, la frontière entre ce dernier et la CDU n'est pas claire. Voilà de quoi jeter le doute sur cet enjeu stratégique essentiel pour la CDU/CSU et la gouvernance interne du parti.

En Thuringe et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, les élections régionales se tiendront le même jour que les élections fédérales. En principe, cette configuration est risquée du point de vue des partis au pouvoir dans les Länder car les élections régionales seront éclipsées par les élections fédérales. Voilà le type de risque qui ne se serait en revanche pas posé pour la CSU, dont l'identité est très fortement associée au Land de Bavière. Mais il est possible d'émettre une hypothèse inverse : si le basculement de l'opinion venait à se confirmer au niveau fédéral du fait de la gestion discutable de la crise sanitaire, cette juxtaposition de dates pourrait même être bénéfique pour les dirigeants des régions. Pour la première fois depuis de nombreuses années, la capacité à gouverner de la CDU/CSU est remise en question. La torpeur des conservateurs se manifeste jusque dans les équipes du parti. Et tout cela se déroule dans un contexte de grandes incertitudes en ce qui concerne les enjeux de la campagne et l'identité de la nouvelle coalition découlant des élections de septembre prochain.

Cette année électorale est marquée par ces incertitudes, mais également par une perte d'intérêt de l'opinion publique pour des sujets pourtant essentiels. Les élections régionales en Rhénanie-Palatinat et dans le Bade-Wurtemberg ainsi que les municipales dans la Hesse ont montré à quel point la pandémie a éclipsé les sujets autrefois cruciaux de l'emploi et des transports. C'était des thématiques majeures pour l'image des partis, qui, à l'heure actuelle, occupent pourtant une place marginale dans le débat public. Les électeurs concentrent leur attention presque exclusivement sur le profil des candidats et la gestion de la crise sanitaire.

Par ailleurs, il existe de grandes incertitudes par rapport au budget fédéral. C'est un sujet dont on entend très peu parler, bien qu'il soit au cœur de toute politique. Comme le dit Olaf Scholz, le ministre des Finances et candidat du SPD aux élections fédérales, nous ne sommes pas près de retrouver la trajectoire de l'avant-crise. Autrement dit, l'augmentation massive des dépenses publiques, qui a été décidée pour amortir

la crise sans intégrer dans la réflexion la question des compensations financières nécessaires, devrait perdurer jusqu'aux élections fédérales.

C'est encore un sujet de dissensions possible pour la CDU/CSU, qui fait tout pour le faire oublier. Le conservatisme modéré de la politique de la générosité, perfectionnée par Angela Merkel, entre fondamentalement en contradiction avec le fait de discuter sérieusement avant les élections d'une réduction des dépenses ou d'une augmentation des impôts. Ce sont précisément ces problématiques qui rendent l'obsolescence de la configuration politique telle qu'elle existait jusqu'à maintenant aussi criante. Les chantiers sont partout ouverts, encore faut-il ouvrir les yeux.

Les élections régionales du printemps ont à première vue engendré assez peu de changements immédiats mais ce sont elles qui ont finalement ouvert la voie à une ère nouvelle. Ce ne serait pas la première fois, dans un contexte d'élections fédérales, que l'on réalise qu'il aurait été plus heureux de débattre, lorsqu'il en était encore temps, des grandes questions politiques et des projets alternatifs qui leur sont consacrés, plutôt que de s'étonner a posteriori de ne pas les avoir abordés pendant la campagne.

Encore une fois, cessons toutes et tous de détourner le regard : la chancelière laissera sa place à un nouveau chancelier ou une nouvelle chancelière en 2021, et probablement à un nouveau gouvernement de coalition. Nous serons les témoins d'un changement de politique, c'est inévitable. Les discussions en cours dans les sphères politiques, en particulier chez les conservateurs, présagent déjà de l'émergence de ces nouveaux paradigmes. Il y a beaucoup de sujets à mettre sur la table, si possible avant les élections. Quelle que soit la teneur du débat, tant sur le fond que sur la forme, qu'il soit plus ou moins animé, une chose est sûre : il montre à quel point les Allemands sont prêts à un nouveau départ.

L'AUTEUR

Richard Meng est politologue et auteur. Il a été rédacteur en chef adjoint du quotidien allemand *Frankfurter Rundschau* et porte-parole du gouvernement du Land de Berlin.

L'article a été publié en avril 2021 dans *Neue Gesellschaft/ Frankfurter Hefte*.

CONTACT

Fondation Friedrich-Ebert

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

www.fesparis.org

fes@fesparis.org

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Hubertus Heil

La loi sur le devoir de vigilance en Allemagne

Vers un renforcement des droits humains
au sein des chaînes de production ?
Paris, mai 2021

Horn, Gustav A.

Santé et économie

Deux objectifs contradictoires ? L'Allemagne
et la crise de la Covid-19
Paris, mars 2021

Borgnäs, Kajsa; Kellermann, Christian

Stratégie allemande de relance

Vers une transformation écologique et numérique?
Paris, janvier 2020

Misik, Robert

Socialdémocratie et sécurité

Les leçons de l'élection municipale de Vienne
Paris, décembre 2020

Schmid, Nils

L'OSCE et la paix en Europe

L'heure du renouveau a sonné
Paris, décembre 2020

Simon, Edouard

La France, l'Allemagne, l'Europe

La centralité retrouvée de la relation franco-allemande
Paris, décembre 2020

Lemb, Wolfgang; Ziegler, Astrid

La politique industrielle de l'Europe

Analyse et propositions du syndicat IG Metall
Paris, novembre 2020

Salheiser, Axel; Richter, Christoph

Les profiteurs de la peur? Allemagne

Le populisme de droite et la crise du COVID-19 en Europe
Paris, novembre 2020

Litz, Philipp

Commission du charbon en Allemagne

Quel modèle de participation pour
la transition énergétique ?
Paris, novembre 2020

Hennicke, Martin et Noll, Wulf

Mutations structurelles dans la Ruhr

Quels enseignements pour les processus
de transformation à venir ?
Paris, octobre 2020

Krause, Laura-Kristine

L'Allemagne divisée?

Polarisation et état de la démocratie allemande
Paris, septembre 2020

Suchy, Oliver

Le télétravail va-t-il devenir la norme?

Les leçons de la crise du Coronavirus en Allemagne
Paris, août 2020

Faure, Olivier

Un nouveau souffle démocratique pour l'Europe

Paris, juillet 2020

Walter-Borjans, Norbert

Pour un acte de vraie solidarité européenne

**Quelle stratégie allemande pour
sortir de la crise économique?**

Paris, juin 2020

Mützenich, Rolf

L'Allemagne et le partage nucléaire

Paris, mai 2020

Bofinger, Peter

Les « États frugaux » et le projet européen

**Comment protéger l'Europe des
effets de la crise du coronavirus**

Paris, mai 2020

Barley, Katarina

Défendre la démocratie en Europe

**Comment garantir les valeurs européennes
en temps de crise sanitaire**

Paris, mai 2020

Hakverdi, Metin

Eurobonds: ne pas se tromper de bataille

Paris, avril 2020

Zimmermann, Jens

Le réseau 5G en Europe à l'heure du Coronavirus

Paris, avril 2020

Balzer, Anne

L'Allemagne et la dissuasion nucléaire

L'effet boomerang des armes nucléaires
Paris, février 2020